

Initiatives ministérielles

Comment le gouvernement peut-il envisager de s'exonérer d'avoir fait main basse sur l'argent de travailleurs qui ont cotisé à un programme pour s'assurer de toucher certaines sommes à leur retraite? Je ne pense pas que le gouvernement y ait réfléchi. Je ne suis pas le premier à le signaler aux ministériels. On en a déjà parlé auparavant. Il se trouvera peut-être une ou deux autres modifications que le gouvernement voudra retirer de la mesure, mais j'imagine qu'il vaudrait mieux retirer la mesure comme telle. À mon avis, c'est précisément ce que le gouvernement devrait retirer et ce, dès maintenant.

C'est là un des coups les plus durs que l'on ait cherché à porter à la population canadienne, et il me paraît déraisonnable de le faire à des gens qui ont fait tout ce que l'on sait pour la société canadienne, et à nos enfants qui y contribueront à leur tour.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Madame la Présidente, je suis heureux d'être ici aujourd'hui pour parler de cette question particulièrement importante pour les personnes âgées et les familles canadiennes. Rappelons-nous que nous ne parlons pas seulement de la récupération. Il faut voir aussi le contexte économique et social dans lequel nous vivons actuellement.

[Français]

Il y a, vous le savez très bien, beaucoup moins d'argent maintenant pour l'éducation. On a coupé les transferts de fonds qui touchent non seulement l'éducation, mais la santé. L'éducation est taxée en dépit de ce que nous dit le gouvernement, et certains services de santé le sont aussi. Donc, lorsque l'on parle de ce fameux «*clawback*» vis-à-vis de la famille, il faut considérer qu'il n'est pas là seul. Il est là et puis il est pire qu'il le serait puisqu'il y a d'autres mesures fiscales qui ont un impact négatif envers la famille.

Parlons de la taxe sur les produits et les services, par exemple. Maintenant, les sports: le hockey, la balle et d'autres sports, il y aura des taxes d'imposées. Les parents paient beaucoup plus de taxes aujourd'hui qu'ils en payaient il y a cinq ans. On a parlé de 31 augmentations de taxe, et lorsque l'on imposera la taxe sur les produits et les services, on aura une 32^e augmentation. On n'est pas sans savoir qu'il n'y a pas suffisamment de place dans les garderies pour les enfants aujourd'hui.

[Traduction]

Il n'y a pas assez de places de garderie pour les enfants de ceux qui doivent travailler pour avoir un niveau de vie décent et donner à leur famille le minimum nécessaire. Il n'y a pas non plus de justice fiscale pour les parents qui décident de rester à la maison ou sont capables de le faire. C'est la triste réalité.

La question fondamentale que nous devons nous poser n'est pas seulement celle que je viens de soulever, c'est-à-dire que la récupération est une mesure répressive et régressive. Je ne vais pas reprendre tous les chiffres, mais tout le monde sait bien ce qu'il va arriver à plus d'un million de familles au cours de la prochaine décennie. Elles tomberont dans ce piège.

Il faut aussi se poser cette autre question. Si l'on envisage les augmentations massives des impôts, la réduction des paiements de transfert et tout cela, dans le contexte de la société canadienne, quel message le gouvernement envoie-t-il aux familles canadiennes? Quel message envoie-t-il au sujet des enfants et de l'avenir de nos enfants?

Il me semble que l'on doit investir dans les familles et les enfants. Il n'y a pas de doute que la récupération, en plus d'être régressive, ne contribue absolument pas à la promotion de la famille.

[Français]

Parlons maintenant des aînés, et de l'impact du fameux *clawback* chez les gens du troisième âge.

[Traduction]

Je pense que la plupart d'entre nous reconnaissent que les personnes âgées ont bâti ce pays et que nous leurs en sommes redevables du fait de leur apport à la nation. Elles ont investi dans le pays et, à raison, elles attendent un rendement de leur investissement. Elles ont investi non seulement leur talent et leur travail, mais aussi de l'argent, car les députés ne sont pas sans savoir qu'à une époque, pas très ancienne, il y avait une disposition qui disait qu'en versant des impôts, on payait pour sa retraite, de sorte qu'elles s'attendent à un rendement raisonnable à leur retraite. Les personnes âgées veulent que leurs investissements produisent.

Fait intéressant à relever, comme certains de mes collègues l'ont fait, supposons qu'elles avaient placé ces dollars dans une société privée qui leur aurait dit 20, 30 ou 40 ans plus tard: «Voilà, nous regrettons, votre investissement est trop élevé pour nos moyens». Nous savons